

La Turquie : pays clef dans la crise iranienne

jeudi 29 juin 2006, par [Michel Nevfel](#)

© Turquie Européenne pour la traduction (depuis Radikal)

© Quotidien libanais Al Mustaqbal, le 26/06/2007

Dans la crise du nucléaire iranien, l'occident, Etats-Unis inclus, comme l'Iran tirent profit du rôle d'intermédiaire assumé par la Turquie. Ankara qui ne souhaite pas voir son voisin se doter de l'arme nucléaire a permis l'instauration du dialogue entre les deux parties. Dans une chronique au quotidien libanais Al Mustaqbal, Michel Nevfel nous livre ici une lecture précise et très renseignée du rôle joué par la Turquie dans une crise qui n'en finit pas de tenir l'une des toute premières places dans les agendas diplomatiques des grandes puissances. A cet égard, on ne manquera pas de garder à l'esprit [les paroles que le chef de la diplomatie turque](#) devait prononcer durant son vol vers Luxembourg pour l'ouverture et la fermeture du premier chapitre des négociations d'adhésion de la Turquie à l'UE le 12 juin dernier : « *nous avons des questions globales et stratégiques à traiter en complète solidarité* »....

TE

Rencontre de super-héros

Nos deux super-héros se rencontrent enfin...

Selaminaleyküm **UranyumMan** !

Aleykümselam **AmpulMan** !

Je suis fan de tes aventures

Et moi malade des tiennes...

NB - Le Chef du gouvernement turc **Erdoğan** a rencontré le Président iranien **Ahmadinejad** à Bakou, vendredi 5 mai. Erdoğan est également chef de l'AKP dont le symbole est l'ampoule.

© **Emre Ulaş**, Radikal, le 07/05/2006

Le rôle joué par la Turquie dans la recherche d'une solution à la crise liée au programme nucléaire iranien est d'une envergure bien plus importante que ce que peut en refléter la surface des événements. Pour la raison que la Turquie est dépositaire d'une série de fonctions dont sont dépourvus certains des membres permanents du Conseil de Sécurité des Nations-Unies dans cette région du globe.

Ankara peut compter, dans ses relations avec l'Iran de la position qu'elle tient au sein de *l'Organisation de la Conférence Islamique* comme de son statut de membre de *l'Organisation de Coopération Economique* réunissant Iran, Azerbaïdjan et Pakistan.

La plate-forme intitulée « *pays voisins de l'Irak* » et constituée à l'initiative de la Turquie permet également à Ankara de développer et d'entretenir des relations structurées avec Téhéran.

Depuis trois mois, on assiste à une recrudescence de l'activité diplomatique entre les deux pays. Le chef du gouvernement turc **Recep Tayyip Erdoğan** a rencontré le président iranien **Mahmut Ahmadinejad** une première fois à Bakou puis une seconde en Indonésie. Le ministre des affaires étrangères iranien,

Manuçehr Muttaki s'est rendu à Ankara en visite officielle au mois de novembre 2005. Sans parler des multiples communications téléphoniques avec son homologue turc, **Abdullah Gül** qui s'est rendu à Téhéran il y a peu.

La Turquie, au lendemain de la visite de la Secrétaire d'Etat américaine, **Condoleezza Rice** à Ankara en avril dernier, a reçu **Ali Larijani**, négociateur en chef pour la partie iranienne. L'Iran éprouve de la confiance envers la Turquie pour autant que celle-ci le considère de manière réaliste. Tout éloigné soit-il du projet de société iranien, le fait que ce soit l'AKP, un parti à coloration islamiste et rétif à toute initiative agressive envers l'Iran, qui soit au pouvoir aujourd'hui en Turquie ne peut que servir les intérêts de Téhéran.

Un rôle indéniable lors de l'élaboration de l'offre américaine

Un Iran qui pense pouvoir tirer profit du réseau de relations sans cesse élargi de la Turquie dans les pays occidentaux, soutient également la perspective de l'adhésion turque à l'UE. On ne saurait non plus sous-estimer le poids des relations économiques entre les deux pays : le volume des échanges commerciaux entre l'Iran et la Turquie a dépassé en 2005 le seuil des 4 milliards de dollars ; un accord prévoyant la livraison de 10 milliards de mètres cubes de gaz par an jusqu'en 2012 vient en outre d'être signé.

Le rôle d'intermédiaire joué par la Turquie dans la crise nucléaire n'est pas seulement liée à la confiance iranienne ; en tout premier lieu vient le fait que le chef de la diplomatie turque, **Abdullah Gül**, qui entretient d'excellentes relations avec M^{me} Rice ait été tenu au courant et ait pu appréhender le détail des démarches.

Lorsque M^{me} Rice a appelé Abdullah Gül, il était en réunion avec **Serguey Lavrov**, chef de la diplomatie russe. C'est par l'intermédiaire de M. Gül que le ministre russe a pu réagir positivement au contenu d'un plan, dont il n'avait eu vent auparavant.

M. Gül a ensuite conseillé à son homologue iranien, **Muttaki** de ne pas se presser pour formuler une réponse à la proposition américaine contenant trois points importants. En effet, c'était la première fois que Washington évoquait la possibilité de traiter directement avec Téhéran, et reconnaissait la possibilité d'un programme nucléaire iranien « *pacifique* ». En outre, les Etats-Unis se montraient prêts à lever l'embargo sur la République Islamique d'Iran et à lui fournir une aide technologique et économique.

Pour que cette offre ne soit pas annoncée depuis Vienne, la Turquie a dû insister de manière à convaincre ses partenaires d'en apporter la proposition dans le cadre d'une visite à Téhéran : une annonce faite sur le moment à Vienne aurait pu être perçue comme un avertissement et l'Iran aurait pu y donner une réponse négative. C'est le haut représentant de l'UE pour les affaires étrangères, **Javier Solana** qui s'est alors chargé de cette visite à Téhéran à la lumière des discrets efforts de la Turquie. On doit garder à l'esprit la détermination turque à ne pas voir son voisin se doter de l'arme atomique. C'est la raison pour laquelle Ankara soutient les initiatives américaines et européennes sur ce dossier.

Bien, mais comment expliquer ce rôle d'intermédiaire joué par la Turquie ? On ne peut pas rendre compte de l'attitude turque par une recherche de leadership dans la région ni par le simple fait de ses relations avec les pays occidentaux. Le rôle de la Turquie est bien plus lié au sentiment de responsabilité envers un pays frère et musulman à ses relations avec l'orient et ses valeurs musulmanes.

L'Iran apprécie l'aide de ce pays à la fois du fait de sa position dans la région et sur la scène internationale et de son style diplomatique. Les Etats-Unis comme l'UE considèrent positivement ce rôle joué par la Turquie. Tout ceci indiquant qu'Ankara prend déjà place dans les formules à l'étude concernant les futures rencontres entre américains et iraniens.

Sur ce, les spécialistes à Ankara se penchent sur les aspects géopolitiques bien plus larges de conflits qui porteraient sur les ressources dont dispose l'Iran en quantité effroyable. Ces considérations permettent de

mieux comprendre le plan américain visant à attirer progressivement l'Iran du côté occidental. La concurrence des Etats-Unis avec la Chine et la Russie ne déterminera pas que la question du nucléaire pour l'Iran mais aussi celle de son rôle en Asie Centrale.